

Chute du prix des volailles

Les opérateurs inquiets

● Les aviculteurs tirent la sonnette d'alarme devant la dégringolade du prix des viandes de volaille. Ils peinent à faire face aux prix des intrants qui représentent près de 70% à 80% du coût de revient. Toutefois, en février, le secteur s'est maintenu.



● Le secteur avicole participe à hauteur de 30 MMDH dans l'économie nationale.

L'activité du secteur avicole est en perte de vitesse. En effet, selon les chiffres de la Fédération Interprofessionnelle du Secteur Avicole au Maroc (FISA), l'année 2013 a enregistré une baisse dans la production des poussins de chair et des viandes de poulet (respectivement -3% et -5%). Les œufs de consommation, eux, ont connu une croissance de 5% avec 4,5 milliards d'unités produites. Pour 2014, les chiffres de février confirme cet état de stagnation avec une production de viandes de poulet de chair qui a atteint 37.000 tonnes soit une croissance de 8,8% par rapport à la même période de l'année précédente tandis que la production nationale des dindonneaux s'est contracté de 3%. Pourtant, les capacités de production du secteur sont loin d'être atteinte. Pourquoi ? «*Tout est une question de prix. Les aviculteurs baissent mécaniquement leur production quand les prix ne sont pas assez rémunérateurs pour couvrir leur activité*» répond Chaouki Jerrari, directeur de la FISA. En effet, pour les aviculteurs, les prix ne sont pas très intéressants, ils sont même en baisse par rapport aux années précédentes. À titre

d'exemple, le poulet se vend aujourd'hui aux alentours de 11 DH et 12 DH le kilo. Pareil pour les œufs de consommation dont le prix oscille entre 61 et 63 centimes depuis pratiquement deux mois. Des niveaux relativement bas par rapport aux coûts de production selon les concernés qui préféreraient plutôt un prix situé entre 13 DH et 13,5 DH pour rentrer dans leurs frais. Car l'aviculteur marocain reste très dépendant des prix des matières première à l'étranger

Pour freiner les pertes, les aviculteurs ralentissent la production, selon la FISA.

avec une importation qui représente entre 70% et 80% du coût de production. Obéissant à la loi de l'offre et la demande, ces prix s'expliquent par une offre excédentaire qui met en exergue le faible niveau de consommation des produits avicoles au Maroc. Ce dernier se situe en 2013 au niveau de 16 Kg par an et par habitant pour la viande de poulet et de 156

œufs par an et par habitants pour les œufs de consommation. «*On reste assez éloignés de la moyenne mondiale qui est de 25 Kg de viande de poulet par an et par habitant et de 250 œufs de consommation par an et par habitant*» précise Chaouki Jerrari. Une exception est toutefois constatée à certaines périodes de l'année qui enregistrent des pics de consommation et qui sont l'été pour la viande de poulet et ramadan pour les œufs de consommation. Les professionnels du secteur se plaignent toutefois de quelques «*incohérences*». En effet, la loi de finance a toujours considéré l'élevage avicole comme étant une activité commerciale et non agricole avec tout ce que cela suppose en termes de fiscalité (30% de taux d'IS au lieu des 17,5% de l'activité agricole). «*L'éleveur de volaille pratique pourtant son activité dans les mêmes conditions que l'élevage ovin ou caprin et subit les mêmes aléas (climatiques, sanitaires, ...)*» souligne Chaouki Jerrari. Une situation inexplicable pour la fédération d'autant plus que le ministère de l'agriculture abonde dans le même sens. Autre problème dont se plaint le secteur, le butoir de TVA. L'aviculteur continue d'acheter les matières premières à différents niveaux de TVA alors que le produit final vendu ne permet de récupérer que 7% de la taxe sur la valeur ajoutée. Le surplus est supporté par l'aviculteur. «*Il est vrai qu'à partir de 2013, la loi de fi-*

nances a remis à niveau la TVA des matières premières et aliments composites mais le secteur traîne toujours avec un total cumulé d'un milliard de dirhams», précise le directeur de la FISA. A noter que le secteur avicole participe pour près de 30 milliards de dirhams dans l'économie marocaine. ●

PAR ZAKARIA LAHRACH
z.lahrach@leseco.ma

Q/R



Chaouki Jerrari,
Directeur de la FISA

Les ÉCO : 2013 a connu une contraction de la production. Pourquoi ?

Chaouki Jerrari : Le secteur produit aujourd'hui pour une consommation de 16Kg/an/hab. On peut augmenter la cadence pour un besoin de 25Kg/an/hab mais le problème est celui du prix. En l'absence d'un prix rémunérateur qui couvrirait le coût de revient, l'équation n'est pas intéressante pour l'éleveur. D'ailleurs, la baisse de production des viandes de volailles en 2013 (-3%) est due à ce manque à gagner, surtout après les augmentations des cours des matières premières à l'international.

Où en est le contrat-programme 2011-2020 ?

Depuis 2011, l'avancement a connu un ralentissement à cause de la flambée des intrants. Ce qui a impacté les niveaux de production qui ne sont pas allés dans le sens prévu dans le contrat-programme. Le projet du crédit "Dawajine" connaît également un retard pour la mise en application de la convention. Les autres chantiers en revanche avancent à un rythme soutenu et nous devrions augmenter le rythme et volume de production quand le prix de vente deviendra rémunérateur pour l'éleveur.

Qu'en est-il de l'export ?

Les œufs à couver connaissent une croissance de 54%. Pour l'alimentation des volailles, l'exportation est sensiblement la même. Les pays vers lesquels on exporte le plus sont la Mauritanie, le Sénégal, la Centrafrique, la Côte-d'Ivoire ainsi que le Mali. Concernant la question de la qualité des aménagements et des infrastructures, le Maroc n'a rien à envier à d'autres pays. On dispose d'élevages qui sont plus développés et plus structurés que certains de pays européens ou américains. ●